



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DRAC Centre - Val de Loire

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACHAT (CGA) MAÎTRISE D'ŒUVRE (MOE)

Préambule :

Les présentes conditions générales d'achat définissent le cadre contractuel entre la DRAC Centre- Val de Loire et le titulaire pour un achat de prestations de maîtrise d'œuvre effectué selon une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable en application de [l'article R2122-8 du code de la commande publique](#).

Sauf dérogation dans le bon de commande ou dans les présentes CGA, les dispositions du [cahier des clauses administratives générales applicables à la maîtrise d'œuvre \(CCAG-MOE\) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021](#) sont applicables.

Article 1 - Prescriptions générales

Au sens du présent document, le maître d'ouvrage est le responsable principal de l'ouvrage et l'acheteur pour le compte duquel les prestations, objet du marché, sont réalisées.

Le maître d'œuvre, titulaire du marché, est en charge d'une mission globale visant à apporter une réponse architecturale, technique et économique au programme élaboré par le maître d'ouvrage pour répondre à son besoin.

Le marché de maîtrise d'œuvre porte sur la direction de l'exécution des marchés de travaux et l'assistance lors des opérations notamment de réception des travaux ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.

La qualification de maîtrise d'œuvre suppose une prestation de service et d'ingénierie qui va impérativement déboucher sur la réalisation effective, certaine et non équivoque de travaux ; à défaut, il s'agira de se référer au CGA-PI.

Le présent CGA ne s'applique pas aux contrats de maîtrise d'œuvre de droit privé.

Article 2 - Objet, contenu et spécifications techniques de la commande

L'objet de la commande, son contenu et ses spécifications techniques sont précisés dans le bon de commande ou les documents annexés.

Le titulaire s'assure, préalablement à la réalisation de sa prestation, d'avoir reçu un bon de commande émis par l'ordonnateur de la dépense.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de la commande et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Article 3 - Durée du marché et délais d'exécution des prestations

La durée et les délais d'exécution de la prestation sont fixés dans le bon de commande ou dans les documents annexés.

Ces délais courent à compter de la notification du bon de commande au titulaire.

Article 4 – Suspension d'exécution des travaux en cas de circonstances imprévisibles

La notion de circonstances imprévisibles doit être entendue d'un événement que des parties diligentes ne pouvaient pas prévoir, soit dans sa survenance, soit dans son ampleur. Tel peut être le cas de catastrophes naturelles, industrielles ou sanitaires.

Le maître d'ouvrage décide de la suspension en tout ou partie de l'exécution des travaux en cas de survenance d'un événement imprévisible. La reprise de l'exécution de prestations dans les conditions prévues à l'article 25.2.2 du CCAG-MOE.

Article 5 – Lieu de livraison et d'exécution

Les lieux de livraison et d'exécution sont indiqués dans le bon de commande ou les documents annexés.

Article 6 - Pénalités

6.1 Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'exécution du marché imputable au titulaire qui entraîne un retard du délai global d'exécution des travaux, sans qu'il soit nécessaire d'inviter le titulaire à formuler ses observations, il est appliqué une pénalité égale à 1% du montant du marché par jour ouvré de retard par dérogation au CCAG-MOE. Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE. Le montant des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché.

Le présent article déroge à l'article 16.2.1 à 16.2.4 du CCAG-MOE.

6.2 Pénalités en cas de non-respect des prescriptions législatives et réglementaires

Par dérogation au CCAG-MOE (article 18.2.3 du CCAG-MOE concernant les obligations environnementales), sans qu'il soit nécessaire d'inviter le titulaire à formuler ses observations, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement une pénalité égale à 1% du montant du marché par jour ouvré où la mise en conformité n'aura pas été effectuée.

Article 7 - Protection des données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Article 8 - Régime des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont entendues comme l'ensemble des éléments antérieurs qui sont utilisés pour réaliser le résultat du marché et dont les droits appartiennent au titulaire ou à l'acheteur ou à un tiers.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

S'il est prévu une diffusion des résultats du marché à des tiers, le titulaire s'engage à incorporer aux résultats du marché des connaissances antérieures pouvant être mises à disposition des tiers dès lors que ces connaissances sont indissociables des résultats du marché.

Article 9 - Confidentialité des résultats

Les résultats du marché sont couverts par la confidentialité et ne peuvent pas être divulgués par le titulaire du marché sauf mention contraire

indiquée dans le bon de commande ou les documents annexés.

Article 10 – Utilisation des résultats

Les dispositions du chapitre 5 du CCAG-MOE s'appliquent.

Une concession à titre non exclusif des droits patrimoniaux sur les résultats s'applique lorsque l'acheteur peut utiliser toutes les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle pour les besoins découlant du marché. Le titulaire peut réutiliser librement les résultats.

Le maître d'œuvre peut faire sanctionner toute altération ou dénaturation de son œuvre au titre du respect du droit moral à l'exception de celles qui sont rendues strictement indispensables par des impératifs esthétiques, techniques ou de sécurité publique, légitimés par les nécessités du service public et notamment la destination de l'ouvrage ou son adaptation à des besoins nouveaux.

Le prix de cette concession à titre non exclusif des droits patrimoniaux, est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Article 11 - Vérifications et admission des prestations

Les vérifications sont réalisées dans les locaux de la Drac Centre-Val de Loire, dans un délai de quinze jours ouvrés. Le titulaire n'est pas convoqué pour assister aux opérations de vérifications.

L'acheteur vérifie la bonne exécution des prestations. Si les opérations de vérification sont positives, l'enregistrement du « service fait » dans la comptabilité de la DRAC Centre-Val de Loire, service financier, vaut réception sans réserve.

Dans le cas contraire, l'acheteur notifie une décision d'ajournement ou de rejet.

En cas d'ajournement, le titulaire est tenu de présenter son livrable modifié dans un délai maximum de 15 jours ouvrés. L'acheteur dispose du même délai pour donner son avis, après présentation par le titulaire des livrables modifiés.

Article 12 – Prix

Les prix sont fermes. Le prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure à 3 mois à la

date du début d'exécution des prestations. L'actualisation est établie sur la base de l'index ING.

La formule mise en œuvre est la suivante : Prix actualisé = prix initial x (indices à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois) / indices de la date de fixation du prix dans l'offre).

Les coefficients d'actualisation sont arrondis au millième supérieur.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

La cession des droits de propriété intellectuelle est comprise dans le prix du marché.

Article 13 - Modalités de règlement

Les prestations sont réglées par tout moyen prévu par la comptabilité publique.

Chaque commande dont la durée d'exécution est inférieure ou égale à trois mois donne lieu à un paiement unique à la réception des prestations concernées.

Chaque commande dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois ouvre droit au paiement d'acomptes. Le solde est versé à la réception des prestations.

Les factures sont honorées après constat du service fait par l'acheteur.

Article 14 - Modalités de facturation

Le titulaire utilise le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de déposer sa facture ou la saisir directement sur le portail Chorus Pro.

Article 15 - Délai de paiement et Intérêts moratoires

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture du titulaire émise après l'admission des prestations.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de

paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément aux dispositions des articles 39 et 40 du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 16 – Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 17 – Garanties

Sauf conditions plus favorables dans les documents annexés, les prestations sont garanties pendant une durée de douze mois à compter de leur réception.

Article 18 - Utilisation de la langue française

Tous les documents remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge ce document accompagné d'une traduction en français.

Article 19 - Différends et litiges

En cas de différend concernant l'exécution de cette commande, les acheteurs et les titulaires peuvent

recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution du marché qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent de la compétence du tribunal administratif dans le ressort duquel le marché est exécuté.

Article 20 - Dérogations aux CCAG-MOE

Article CGA	Intitulé de la dérogation	Article CCAG-MOE
Préambule	Ordre de priorité des pièces	4
6.1	Pénalités de retard	16.2.1 à 16.2.4
6.2	Pénalités en cas de non-respect des prescriptions législatives et réglementaires	18.2.3
13	Modalités de règlement	11